

« Ma présidence sera celle du rassemblement »

Philippe Richert a été élu président de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine par 102 voix contre 46 à Florian Philippot (FN).



PHOTOS FRÉDÉRIC MAIGROT/LA.M.I.

Il entend être le président du rassemblement. En effet, Philippe Richert envisage une gouvernance où l'efficacité des politiques publiques et le respect des minorités doivent l'emporter sur ce qu'il a appelé les postures partisans. Il a proposé d'y associer la gauche. Les quinze vice-présidences et les présidences de commissions illustrent « la complémentarité territoriale » souhaitée par le président de la nouvelle région.

L'élection a été présidée par Jean-Pierre Masseret, 71 ans, PS, Moselle, et Stéphanie Coniglio, 23 ans, FN, Moselle. J.-P. Masseret n'a pas abusé de la tribune, il a tout simplement appelé les élus « à défendre les intérêts de leurs concitoyens, leurs aspirations profondes et le potentiel du nouveau territoire ».

C'est Jean Rottner, maire de

Deux groupes de manifestants se sont retrouvés devant le Conseil régional. Une délégation de FO qui a manifesté pour la défense des intérêts moraux et financiers des 7.500 agents territoriaux de la grande région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Des régionalistes avec le drapeau Rot un Wiss ont également manifesté devant la Maison de la Région mais « à titre personnel » avec, toutefois, une revendication forte : « **Nous voulons le retour à l'entité alsacienne et sauvegarder le droit local** ».

Mulhouse, qui a présenté la candidature de Philippe Richert en mettant en avant « l'expérience et le caractère consensuel » du candidat. Florian Philippot a présenté lui-même sa candidature « au nom des électeurs qui nous ont fait confiance ». « **Ma présidence sera celle du rassemblement** » a lancé Philippe Richert qui prenait la parole pour la première fois. Il a cité Aristote, le gaulliste historique Philippe Seguin qui fut maire d'Épinal, et l'écrivain Albert

Camus. Il a défendu sa ligne, à savoir « **sortir des logiques de cloisonnement et d'oppositions stériles** ». « **Voilà pourquoi je proposerai à la gauche de s'associer à la gouvernance sans se compromettre** » a expliqué le président. D'ailleurs la présidence de la Commission des Finances a été proposée au PS. Pour Philippe Richert, « **le grand défi, c'est d'inventer des politiques conçues pour cette nouvelle région** ». Avec comme ligne

directrice « **la décentralisation, toute la décentralisation, rien que la décentralisation** », soit « **le respect des territoires, la complémentarité entre Strasbourg, siège de l'exécutif, et Metz et Châlons-en-Champagne** » avec l'ambition « **de faire du Grand Est un laboratoire de la démocratie territoriale** ». Philippe Richert a dit son attachement à « **la consultation des citoyens, à la préservation des identités régionales, à l'efficacité, à la proximité, à la responsabilité et à l'ambition** ». Sans avancer de chiffres précis, il a indiqué qu'à la prochaine séance plénière du Conseil régional, soit celle du 25 janvier prochain, il proposerait « **une limitation des indemnités des élus à un taux inférieur au taux prévu par la loi** ». Lors de cette même séance, la création de fonds souverains régionaux, entre autres une obligation régionale avec appel à l'épargne. Il va aussi demander à l'Etat des transferts de compétences à titre expérimental. Il entend lancer un pacte « ruralité » afin que « **nul ne soit oublié au bord du chemin** ». Pour écarter tout conflit d'intérêts un déontologue sera nommé. On relèvera que le FN Florian Philippot a réclamé sans succès dix vice-présidences au lieu des quinze prévues. Le groupe FN s'est abstenu sur les autorisations données au président du Conseil régional.

Albert Odouard

Les 15 commissions thématiques

Relations internationales et transfrontalières : Frédéric Pflegersdorfer, UDI, Bas-Rhin.
Transports et déplacements : David Valence, UDI, Vosges.
Formation professionnelle : Véronique Marchet, UDI, Marne.
Lycées : Atissa Hibour, UDI, Meuse.
Jeunesse : Cédric Chevalier, UDI, Marne.
Développement économique : Sylvain Waserman, MoDem, Bas-Rhin.
Innovation : Isabelle Héliot-Couronne : LR, Aube.
Enseignement supérieur et recherche : François Werner, UDI, Meurthe-et-Moselle.
Agriculture et Forêt : Pascale Gaillot, UDI, Ardennes.
Aménagement des territoires : Martine Lizzola, Marne.
Environnement : Christian Guirlinger, Meurthe-et-Moselle.
Culture : Pascal Mangin, LR, Bas-Rhin.
Sports : Jean-Paul Omeyer, LR, Haut-Rhin.
Tourisme : Jean-Luc Bohl, UDI, Moselle.
La présidence de la Commission des Finances sera proposée au PS.

Quinze vice-présidents

Les quinze vice-présidences et les présidences de commission illustrent bien la « complémentarité territoriale » souhaitée par le président Richert. Philippe Richert entend instaurer un modèle de gouvernance « décentralisée » qui joue la carte de « la complémentarité territoriale » et d'une « répartition juste et équitable des fonctions et des rôles » entre Strasbourg, Metz et Châlons-en-Champagne. Il va travailler avec un bureau exécutif en provenance des trois anciennes régions : Valérie Debord (Meurthe-et-Moselle), Jean Rottner (Haut-Rhin) et Jean-Luc Warsmann (Ardennes). On trouve des vice-présidents dans chacun des départements de la nouvelle Région. Patrick Weiten (Moselle) est le 1^{er} vice-président. Le président UDI du Conseil départemental de Moselle jouera un rôle-clé. Il y a des vice-présidents dans chacun des dix départements de la nouvelle région. Des délégations sont accordées à certains conseillers régionaux : Bernard Stalter à l'Artisanat, Catherine Zuber à l'Economie sociale et solidaire et à la vie associative, Justin Vogel aux Identités territoriales et André Reichard au Droit local alsacien-mosellan.

